

EDITORIAL



Par **Loïc Le Meur**
Président du groupe de Gauche
au Conseil général
Maire de Ploemeur

Erika : la victoire est belle !

En estimant que la France est bien compétente pour juger des responsabilités dans le naufrage de l'Erika en 1999, la Cour de cassation a validé toutes les condamnations pénales prononcées en 2010 dont celle de Total, qui avait écopé de l'amende maximale, soit 375.000 euros. Elle confirme également le préjudice écologique, lui aussi remis en cause par l'avocat général. Après 12 ans de procédures et de combats comme cette année de nettoyage des côtes bretonnes qui a mobilisé la solidarité territoriale, nous avons enfin la possibilité de faire reconnaître la légitimité et la justesse de nos revendications sur la responsabilité de Total dans l'affaire Erika. Pour nous, Morbihannais, premiers touchés par la catastrophe, c'est un véritable soulagement ! Cela fera jurisprudence et devrait rappeler les armateurs et les grands groupes pétroliers à la vigilance lors du transport de matières polluantes. Nous assistons à un moment clé de l'évolution du droit, le jour à partir duquel les armateurs ne pourront plus se défilier devant la justice face à leurs responsabilités.

Conseil général : opposition résolue et tournée vers l'avenir !

Je mesure pleinement la responsabilité que représentent les nouvelles missions que m'ont confiées mes collègues en me désignant Président de notre Groupe "Morbihan à gauche". Nous entendons porter haut et fort, collectivement et collectivement, en républicains respectueux de notre institution, la parole des territoires du Morbihan qui attendent le changement et qui nous font confiance pour proposer une alternative crédible et efficace à la politique incarnée par la droite. Les élu(e)s s'organisent désormais autour d'une structure d'animation pluraliste, féminisée et représentative de la diversité de nos territoires. Chacun a pris sa place, s'investissant dans l'ensemble des dossiers du département. C'est rassemblés, unis et confiants en nous-mêmes que nous serons en capacité d'engager la conquête de cette collectivité pour amplifier le changement engagé au plan national.

Réforme de la décentralisation : place aux territoires !

Forts des rencontres de la démocratie territoriale organisée à l'initiative de nos sénateurs, nous serons quelques représentants de notre territoire à porter la parole du département lors des assises nationales qui devraient nourrir le projet de loi fondateur de l'acte II de la décentralisation. Ce grand projet fait écho aujourd'hui à une forte attente des élus et des citoyens, de modernisation, de proximité et de réactivité des politiques publiques. Après des années de "réduction générale des politiques publiques", de recul de la présence de l'Etat, il est temps de relancer le formidable processus de démocratie engagé par François Mitterrand et Pierre Mauroy en 1982, qui a donné sens et contenu aux collectivités que sont la Région et le Département. C'est prochainement que devrait nous être présentée cette réforme qui, comme elle le fut il y a 30 ans, sera un véritable marqueur d'une politique de gauche en faveur des territoires et de leurs habitants.

Berder 2012 Fiscalité, justice sociale et territoriale

La 12^{ème} édition de l'Université de rentrée de Berder a une nouvelle fois donné l'occasion aux militants de se former et d'échanger sur un enjeu politique majeur : la journée était cette année consacrée à la fiscalité. Ce numéro du Rappel consacre une large part au travail mené durant cette université du samedi 22 septembre, mais également au congrès de Toulouse, dont le débat sur les motions anime les sections jusqu'au jeudi 11 octobre prochain, date du premier vote d'un long processus...

Cette 12^{ème} Université de rentrée s'est ouverte sur l'annonce que cette session de rentrée est certainement l'avant-dernière sur le site de l'île Berder. En effet, Jean-Louis Laforge, président, et la directrice du centre de vacances associatif LVT, qui exploite les infrastructures, ont fait part de la mise en vente annoncée de l'île par le groupe propriétaire Yves Rocher. L'activité du LVT cessera en décembre 2013 et l'accueil du public à la fin septembre, dans un an. L'avenir du site dépend désormais du futur acheteur. Des discussions se sont notamment tenues cette semaine sur ce sujet, lors de la session du Conseil général.

Paul Paboeuf - Président de Démocratie & Projets 56, Nicolas Le Quintrec - chef de file de la gauche vannetaise et secrétaire fédéral à l'Économie et Thierry Normand, secrétaire de la section de Vannes, co-organisatrice de la journée avec la Fédération, ont accueilli le public et les intervenants. Ils ont rappelé les valeurs qui sous-tendent la réforme dans laquelle s'engage le gouvernement, qui doit allier justice sociale et fiscale d'une part et équité et solidarité entre les

populations et les territoires. Dès la loi de finances rectificative en été, de nombreuses mesures ont été prises comme la suppression de la TVA sociale ou la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires



Mais engager une réforme de la fiscalité, c'est évidemment débattre de l'usage des finances publiques et des choix politiques qui guident l'action : services publics, appareil productif et entreprises, protection sociale et politiques redistributives, développement durable, territoires et décentralisation... Tous ces sujets ont été développés dans les trois ateliers du matin (voir page 4) et prolongés lors de la séance plénière de l'après-midi

avec Odette Herviaux - sénatrice, Jacky Bontems - syndicaliste et conseiller sur les politiques sociales et Edmond Hervé - sénateur d'Ille-et-Vilaine.

Les deux sénateurs ont notamment rappelé la nécessité d'une réforme fiscale globale qui conjugue efficacité économique et solidarité sociale, doit être juste pour être comprise et acceptée par la population. Mais cette réforme doit s'appréhender dans un temps long, insiste Edmond Hervé, "le temps de la fiscalité n'est pas celui du budget !"



Pour Jacky Bontems, cette réforme de la fiscalité doit également rénover le modèle social en France. Dans cette optique, tout le monde doit prendre ses responsabilités et le rôle des partenaires sociaux sera capital, en commençant par respecter les échéances posées par le gouvernement pour dégager des propositions.

Assemblée générale de présentation et de débat sur les motions

**Lundi 1^{er} octobre 2012
20h30**

Salle du petit théâtre - Auray
Derrière la mairie

Congrès départemental

**Samedi
20 octobre 2012
à Questembert**

Ouvert à tous les militant-e-s

Congrès de Toulouse

DU 26 AU 28 OCTOBRE 2012

Consulter le dossier



Les représentants des motions dans le Morbihan

Pour la Motion 1 :
Pierre Pouliquen

pipou8@wanadoo.fr, 06 07 35 77 54

Maxime Picard

maxime-picard@wanadoo.fr
06 03 95 50 44

www.reussirlechangeement.fr/

Twitter : @r_le_changeement

www.facebook.com/

reussirlechangeement

Pour la Motion 2 :

Aucun représentant ne s'est manifesté dans le Morbihan pour le moment. Nous invitons tout militant intéressé pour porter cette motion à contacter la Fédération.

questiondeprincipes@gmail.com

www.dessinemoiunparti.fr

Twitter : @QuesDePrincipe

www.facebook.com/pages/

Question-de-principes/

319365744827277

Pour la Motion 3 :

Jean-Philippe Guédas

guedasjp@gmail.com, 06 88 90 53 24

Jacques Bouyat, 06 19 02 60 25

letempsdelagauche@gmail.com

www.maintenantlagauche.fr

Twitter : @MntLaGauche

www.facebook.com

MaintenantLaGauche

Pour la Motion 4 :

Etienne Dervieux

rdstudio@rdstudio.com

06-98-55-85-95

Carmen Bellamy

carmenbellamy@yahoo.fr

06-10-92-92-34

ardoinpatrick@neuf.fr

www.oser-plusloinplusvite.fr

Twitter : @oplvp

www.facebook.com/pages/

Oser-Plus-loin-plus-

vite/285839301525726

Pour la Motion 5 :

Jérôme Decrock

decrock.jerome@gmail.com

06 86 52 06 46

Loïc Mercier

www.toulousemoncongres.fr/

@MonCongres2012

www.facebook.com/

Twitter : MonCongres2012

toulousemoncongres@gmail.com

Report du dépôt limite des candidatures

Le dépôt des candidatures aux instances fédérales (conseil fédéral, commission de contrôle financier, commission des conflits, bureau fédéral des adhésions) ainsi qu'aux commissions administratives de section a été prolongé jusqu'au 5 octobre 2012 à minuit. Le national a considéré que, les textes des motions n'étant pas parvenus à tous les militants, un délai supplémentaire était nécessaire pour se positionner sur les motions.

CONGRÈS DE TOULOUSE : LES MOTIONS

Motion 1 "Mobiliser les Français pour réussir le changement"

Quand il est au pouvoir, le Parti Socialiste a toujours du mal à définir son rôle. C'est pourquoi nous fixons 3 missions essentielles à notre Parti à travers ce congrès.

Le premier rôle de notre parti, c'est un travail de cohérence et de cohésion entre les socialistes.

Nous avons remporté deux victoires historiques en 2012 sur la base d'un projet de mandature pour 5 ans. Or, nous voyons bien que rien ne nous sera offert. Les droites, et c'est le jeu normal de la démocratie, critiquent chaque aspect de notre politique ; la gauche radicale est dans sa surenchère habituelle ; nos partenaires politiques ont fait un compromis en acceptant nos 60 propositions. Ils connaissent déjà des difficultés à le mettre en œuvre ; les médias ont trouvé un angle d'attaque, le prétendu immobilisme, pour remplir leur colonnes. Bref, face à ces adversités, ils nous faut

une unité, une action cohérente, un parti rassemblé.

Le second rôle, c'est celui de l'écoute des citoyens français.

Nous avons le devoir d'entrer en résonance avec nos concitoyens pour sentir leurs attentes, anticiper leurs difficultés, identifier les malaises sociaux et sociétaux. C'est ce lien entretenu entre le peuple et les décideurs qu'il faut tisser, organiser, travailler, au travers notamment de la démocratie sociale, les fameux corps intermédiaires, ou encore avec nos élus locaux.

Le troisième rôle est prospectif. Il nous faut penser les projets politiques à venir : ceux de la suite de la mandature nationale, pour ajuster au plus près des attentes nos



propositions, ceux des collectivités locales, pour démontrer qu'il y a une cohérence à trouver entre l'action d'une collectivité et une décision du pouvoir central.

Face à une opinion inquiète des désaccords internes de la gauche, le rassemblement sur la motion 1 de plusieurs sensibilités est une réponse forte. Loin de clore le débat, ce texte nous invite à préparer les réponses politiques aux problèmes qui se posent aujourd'hui et se poseront demain. C'est cela le véritable enjeu du congrès de Toulouse.

Motion 2 "Question de principes"

Un congrès pour changer. De l'audace et des actes.

"La motion Question de principes, dont je suis la première signataire, est le rassemblement de plusieurs sensibilités du PS qui partagent toute une conviction : c'est par les idées que l'on transforme le monde. Aujourd'hui, nous souhaitons que les idées reprennent le dessus dans le débat de congrès qui vient de commencer.", Juliette Méadel

Pourtant, la motion qui se veut majoritaire, portée et préparée par une première secrétaire -qui est déjà partie-, entend étouffer les débats, tel un édre-don. La "motion-édredon" ne dit rien des enjeux majeurs et des questions essentielles pour notre avenir : préparer la transition écologique, répondre à la crise européenne et moderniser notre démocratie. Et pourtant, il y a tant à faire en cette période de crise.

Congrès dans l'esprit des primaires, ou congrès ratifiant la décision du

conclave des cardinaux socialistes ? A toi de choisir. La rénovation est menacée. Or, nous voulons un Parti qui se réforme, pas qui se referme ! L'unité, que nous défendons, ne doit pas servir de prétexte à l'unanimité stérile et au retour de l'ap-pareil.

Notre motion 2 porte une ambition collective pour le Parti socialiste. Pour accompagner au mieux le Gouvernement et installer la gauche dans la durée, nous devons nous battre sur nos valeurs, en nous montrant exemplaires et en nous ouvrant à la société.

Les défis sont immenses. L'hyperproductivisme a vécu. Nous touchons aux limites de notre environnement. Nos modes de production, de travail, de



déplacement, de consommation sont à réinventer. Et nous ne pourrions le faire qu'à l'échelle européenne, en retrouvant confiance dans un projet européen de progrès et de démocratie.

Mais pour cela, le PS doit poursuivre sa mutation

en un vrai parti de militants. Nous ne voulons plus que les militants soient considérés comme de bons petits soldats qu'on manœuvre. Nous proposons de te rendre la parole. Car seul un parti renoué dans ses pratiques et ouvert sur la société sera à même de porter durablement le combat de nos valeurs de gauche et de penser l'éco-socialisme européen.

Avec Juliette Méadel, Gaëtan Gorce, Jean-Louis Bianco et tous les militants de Question de principes, rejoins la motion 2 !

Motion 3 "Maintenant la Gauche, le social au coeur"

Premier signataire : Emmanuel Maurel - Représentants 56 : JP.Guédas, J.Bouyat

REPOUDRE A GAUCHE

Le 6 mai 2012, nous étions tous heureux et remplis d'espoir. Après la victoire historique de 1981, un deuxième président de gauche était élu, François Hollande. Cette victoire consacrait une longue série de victoires aux différentes élections locales et sénatoriales. Disposant de tous les pouvoirs, l'attente d'un vrai changement dans la conduite des affaires est possible et attendu après 5 ans de droite mal-

traitant la cohésion sociale du pays et la remise de cadeaux fiscaux insensés aux riches qui ont affaibli gravement les finances publiques.

La seule question qui se pose désormais est la suivante : comment réussir le changement ? quelle réponse de gauche apportée dans le contexte d'une crise globale



dont les multiples effets se font sentir plus durement chaque jour auprès de nos concitoyens et en particulier les plus fragiles.

(...suite page 3)

CONGRÈS DE TOULOUSE : LES MOTIONS

(...**Motion 3, suite de la tribune**)
Ce que l'on veut, c'est la réussite de la Gauche, la réussite du gouvernement et de notre Président. **Cette motion 3 portée par Emmanuel Maurel, Maintenant la Gauche - le social au cœur**, privilégie le volet social et économique et invite à prendre en compte des orientations pour retrouver un vivre ensemble digne pour toutes les populations. **L'urgence sociale** frappe à nos portes alors que notre pays, la France, est l'un des plus riches au monde. La soli-

darité, la justice et l'accès universel aux droits et biens fondamentaux doivent être les marqueurs du nouveau monde à construire.

Pour relever ces défis, plusieurs éléments caractérisent cette motion : **le refus de l'austérité**. Cette crise n'a pas été provoquée par les millions de français qui la subissent. Nous préconisons une révolution fiscale et la mise en œuvre d'une conférence salariale avec le patronat et les syndicats. **Donner une place nouvelle à**

l'Europe est déterminant en instaurant une véritable renégociation du pacte financier (TSCG). Troisième élément, **la transition énergétique**. Il s'agit d'un impératif majeur à réussir pour nos futures générations.

L'objectif au travers des orientations proposées est bien celui d'accompagner notre gouvernement afin de **créer les conditions sociales et sociétales les plus favorables pour mettre en œuvre les 60 engagements de François Hollande**.

Motion 4 "Crise économique, crise sociale..." Quelles solutions ?"

Dans le cadre du Congrès du Parti Socialiste en octobre prochain, **des militants et des militants socialistes, signataires de plusieurs contributions, se sont rassemblés pour déposer une motion : "Oser. Plus loin, plus vite"** dont le **Premier Signataire** est **Stéphane Hessel**.

La **principale préoccupation** aujourd'hui, ce n'est pas de savoir qui dirigera le Parti Socialiste, mais quelles sont nos réponses face à la crise économique et sociale. C'est ce thème qu'il faut porter en débat. **Pourquoi le chômage de masse ? La croissance peut-elle suffire pour en sortir ? Pourquoi cette dette considérable ? Quelles mesures pour la réduire ?** Mettons des propositions sur la table.

"Oser. Plus loin, plus vite" s'articule autour de **4 axes** : **La crise socio-économique ; L'écologie ; L'Europe et la démocratie.**

Tout en **soutenant pleinement le gouvernement**, la motion 4 présente des constats inquiétants, des argumentations convaincantes, des graphiques économiques explicatifs et des propositions innovantes.

Propositions, parmi lesquelles on trouve : (1) **la réduction du temps de travail à 32 heures**, (2) **la lutte contre les paradis fiscaux**, (3) **la mise œuvre du traité social européen**, (4) **la préoccupation écologique**, (5) **l'impôt européen sur les dividendes financiers**, (6) **la priorité à un régime parlementaire européen**, (7) **la VI^{ème} République** et (8) **l'extension des primaires PS au niveau local**.

La **question principale** est : **"Quelle est la politique de gauche sans croissance ?"** (1) La motion **révise l'idée de laisser filer les déficits**, (2) **prône la limitation des salaires**, (3) **privilégie une approche publique forte répartie** entre (4) **créations d'emplois**, (5) **transition écologique** et (6) **encouragement à l'entrepreneuriat**.

La **crise structurelle impose des réponses au service du plus grand nombre**. **Nous voulons un Parti ouvert sur la société pour réfléchir ensemble**, mais aussi convaincre. **Les décisions prises par quelques experts ne fonctionnent plus**. Nous sommes dans un autre monde.

Le jeudi 11 octobre, **nous voterons la Motion 4**, signée par **Stéphane Hessel**, parce que **nous voulons donner à François Hollande les moyens d'oser, d'aller plus loin, d'aller plus vite !**



Motion 5 "Toulouse, mon congrès"

Nos conditions, propositions, réflexions pour réussir 2012-2017 et au-delà

A travers ce congrès de Toulouse, nous avons voulu affirmer que militer, c'est d'abord décider de soi-même ; que le militantisme et l'action politique passent par le débat d'idée. Proposer au congrès un débat, **c'est exercer notre droit, celui de choisir, de peser, d'exister et de militer librement**.

Nous pensons que François Hollande, président de la République, a redonné à la gauche le sens de sa mission : **rassembler le pays pour le transformer, remettre sur le métier les valeurs d'égalité et de justice**. Pour autant le contexte, n'est pas à l'euphorie. Le gouvernement, la majorité et notre parti seront, durant les cinq années qui viennent, confrontés à des enjeux majeurs pour notre pays.

"A l'unité au fond assez factice d'une Grande Motion et d'une entente de façade, préférons les débats au grand jour et battons-nous pour faire avancer dans la loi et dans la société, à travers un Parti Socialiste vigoureux, les promesses de François Hollande."

Pour nous, ce congrès doit être le déclencheur d'une mobilisation, celle des adhérents, des sympathisants, des électrices et des électeurs du 6 mai, ceux de la primaire. **Qui dans notre parti pourrait considérer que les 60 engagements de François Hollande ne sont pas les nôtres ? Que nous ne soutenons pas l'action du gouvernement ?** Militants libres dans un Parti libre, nous revendiquons le choix d'être des militants actifs, véritables vigies des engagements pris par la gauche pour les cinq prochaines années.

A quoi servons-nous, militants socialistes ? Telle est la principale

question congrès, qui doit déterminer nos responsabilités :

- **Comprendre**. C'est dans une société fracturée par le chômage, la crainte de l'avenir, la tentation du repli identitaire, porter les valeurs du progrès.
- **Vouloir**. C'est mettre en mouvement le Parti en mobilisant adhérents, sympathisants, citoyens ; c'est oser le beau risque de la démocratie, dans notre parti, comme dans le pays.
- **Agir**. C'est **soutenir le gouvernement**, mais aussi être le capteur des préoccupations des Français, et proposer, parce que le Parti doit être porteur des grandes aspirations de la société.

Chère et cher camarade, le temps est revenu de faire entendre ta voix. Nous l'espérons pour qu'ensemble, nous soyons à la hauteur des exigences, des attentes, des demandes des Françaises et des Français.

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 28 septembre - Ploemeur / Port-Louis
Visite de l'école publique Jacques Prévert
Conseil de Lorient agglomération

Samedi 29 septembre - Pontivy / Ploemeur
Salon nationale des Arts Plastiques
Exposition de Mémoire de Soye

Dimanche 30 septembre - Lorient
Course nautique l'Atlantique - Le Télégramme

Lundi 1er octobre - Auray
AG départementale de débat sur les motions

Mardi 2 octobre - Paris
Assemblée nationale
Audition de Jean-Yves Le Drian -
Ministre de la Défense

Mercredi 3 octobre - Paris
Audition de Hubert Védrine - Ancien ministre
Entretiens sur l'autisme

Jeudi 4 octobre - Paris / Vannes
Audition de Jean-Marie Guéhenno - Livre Blanc
Conseil de l'école d'ingénieurs - ENSIBS

Vendredi 5 octobre - Lorient
AG de l'association nationale des Gens de Mer
Rencontre avec le groupe Inter-marché

Dimanche 7 octobre - Lanester
AG Comité locale de la FNACA
Course contre le cancer "La Lorientaise"

Lundi 8 octobre - Lorient
AG de circonscription sur les motions

Mardi 9 octobre - Paris - Assemblée nationale
Audition du Chef d'état-major des Armées

Mercredi 10 octobre - Paris
Rencontre sur l'avenir des Forces spéciales
Audition du Chef d'état-major de la Marine

Jeudi 11 octobre - Paris / Lorient
Entretien avec la Ministre de
l'Enseignement supérieur
Vote sur les motions du Parti socialiste

Agenda des sections

AG départementale de présentation des motions
Lundi 1er octobre - 20h30 - Salle du Petit Théâtre - Auray

AG des sections de la circonscription de Vannes
Mardi 2 octobre - 20h30 - Vannes - Palais des Arts

AG des sections sud de la 6ème circonscription
Mercredi 3 octobre - 20h00
Hennebont
Salle Verte, Centre socio-culturel

AG des sections de la circonscription d'Auray
Jeudi 4 octobre - 20h30 - Belz - Salle les Astéries

AG des sections de Questembert - Muzillac - La Roche Bernard
Vendredi 5 octobre - 20h30 - Questembert - Salle des Mariages

AG des sections de la 5ème circonscription
Lundi 8 octobre - 20h00 - Cité Allende, salle A02 - Lorient

AG des sections du nord de la 4ème circonscription
Mardi 9 octobre - 20h30
Salle des Fêtes de Ploërmel

Actualité

Procès Erika : Une étape fondamentale pour le droit des mers

"Après plus de 12 ans de batailles menées par les collectivités locales et les associations, je suis heureux de voir notamment le « préjudice écologique » enfin reconnu et désormais applicable. Je formule le vœu que cette décision puisse inspirer les juridictions compétentes lors du procès du « Prestige » qui se déroulera le mois prochain en Espagne.

Enfin, je continue de militer, après cette belle victoire, pour que l'Union européenne fasse voter un paquet « Erika IV » qui conforterait les outils de Sécurité maritime en Europe et dans le monde."

Gwendal Rouillard
Député du Morbihan

"Cette reconnaissance d'un préjudice écologique est essentielle pour les territoires maritimes comme le nôtre, et confirme qu'à aucun moment la recherche de rentabilité d'activités économiques ne peut s'exonérer du respect de l'environnement et des règles de sécurité.

(...) ce combat juridique s'achève enfin sur une victoire intégrale et reconnaît la compétence des tribunaux français, la responsabilité de Total au-delà de celle de l'armateur."

Norbert Métairie
Maire de Lorient
Président de Lorient Agglomération

"(...) Une victoire et un soulagement, pour la Bretagne en particulier, qui a malheureusement une longue expérience des catastrophes maritimes, c'est la satisfaction de voir que justice a été rendue, qu'il n'est plus possible de souiller en toute impunité plus de 400 kilomètres de côte.

Cette décision vient récompenser un combat collectif, un combat politique et juridique, long et difficile, qui nous a conduits, pendant 13 ans et à travers 3 procès, contre vents et marées, à défendre l'intégrité de nos territoires et leur droit à obtenir réparation. Elle donne raison à notre entêtement.

Ne sous-estimons pas l'attention qui nous était portée aujourd'hui par la communauté internationale maritime. La justice française vient de montrer la voie, mais d'autres combats nous attendent. La Région Bretagne, qui préside actuellement la Conférence des Régions périphériques maritimes d'Europe (CRPM), continuera à défendre les droits des territoires maritimes et de leurs habitants contre les catastrophes environnementales."

Pierrick Massiot
Président de la Région Bretagne

FORMATION

Berder 2012 Retour sur les ateliers



Les trois ateliers de Berder, avec Armelle Féroc (A) sur le développement durable et l'entreprise, avec Michaël Quernez (B) sur les collectivités et territoires, et Jacky Bontems (C) sur les politiques sociales.

(... Suite de la page 1)

Parmi les enjeux majeurs pour Jacky Bontems : la compétitivité des entreprises et le coût du travail, la lutte contre la précarité, le contrôle des plans sociaux... Le rôle des IRP (institutions représentatives du personnel) dans la stratégie de l'entreprise et les mécanismes de maintien de l'emploi en période de récession doivent être discutés pour aboutir à un accord historique visant une flexi-sécurité à la française.

Dans les ateliers

L'atelier A, dirigé par Armelle Féroc consultante à Syndex, et animé par Hassan Dibesse, a abordé les relations entre fiscalité et développement durable à travers la responsabilité sociale, sociale et environnementale des entreprises. Après une présentation des normes actuelles et quelques définitions, elle est revenue sur les premiers résultats issus d'expériences précédentes trop peu nombreuses. De plus ces trop rares expériences concernent uniquement de très gros groupes et comportent des écueils majeurs : la question sociale et l'implication des partenaires sociaux (IRP) dans l'entreprise, soit les instances représentatives du personnel sont absents de ces évaluations.

Au vu de ces constats les participants font plusieurs propositions :

- Le cadre réglementaire doit être unifié avec une démarche européenne

- Il faut anticiper ces questions de RSE dans la formation, la recherche et le développement
- Les TPE et PME devraient être accompagnées pour intégrer cette démarche
- Par rapport à ces propositions, comment doser entre incitations fiscales ou amendes si ces recommandations ne sont pas appliquées ?

L'atelier B, sous l'animation de Maxime Picard et avec Michaël Quernez - conseiller général du Finistère, a travaillé sur fiscalité et territoires. Le débat a porté tout autant sur la question fiscale que sur les moyens dont disposent les collectivités locales pour assurer leur autonomie et donc être garantes, pour les citoyens, de services de qualité et de proximité.

Les moyens pour donner un second souffle aux territoires ont été évoqués avec notamment : la décentralisation, les outils fiscaux (valeur locative par exemple), la coopération entre collectivités (le B15 en Bretagne), le droit à l'expérimentation, etc.

L'atelier C avec Jacky Bontems, acteur syndical, conseiller de François Hollande sur les sujets sociaux, et animé par Elisabeth Pedrono, a abordé la place de la fiscalité dans l'Etat-providence. Les participants ont partagé l'importance de travailler sur le

financement de la protection sociale au vu des évolutions sociodémographiques.

La conférence sociale de juillet a permis de dégager 3 chantiers prioritaires pour le gouvernement :

- une méthode nouvelle avec la concertation avec les partenaires sociaux,

- un financement : le haut

conseil de financement de la protection sociale doit réfléchir à l'élargissement des sources de financement tout en préservant le caractère soutenable de l'évolution des dépenses,

- une meilleure régulation des dépenses avec une échéance pour la fin du 1er semestre 2013.

Trois enjeux transversaux s'imposent :
- adapter le système à l'évolution des besoins sociaux et réfléchir à la part du PIB que nous souhaitons attribuer à la santé,
- réorganiser la prise en charge des incapacités et la perte d'autonomie,
- réformer en profondeur l'assurance chômage et permettre une meilleure insertion des jeunes dans la vie active.

Le débat a confirmé l'inadaptation structurelle entre les dépenses et les ressources de notre système de protection sociale et qu'il convient de stabiliser les ressources par une combinaison entre cotisations sociales (revenus du travail) et imposition (CSG et taxes affectées). Mais il est primordial que les socialistes s'accordent sur la philosophie de la politique de santé publique qu'ils souhaitent mettre en œuvre. Quel projet de santé et de protection sociale : création ou non d'une nouvelle branche maladie, quelle part pour la solidarité de l'Etat et celle de l'Unedic pour l'assurance chômage...

Le Rappel



Propriété de la Fédération
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard
Directeur délégué : Jean Kerguelen
Rédacteur en chef : Tugdual Gautier
Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient
Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14
Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr
ISSN : 0996-1623
N° CPPAP : 0610 P11474
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUEVEN

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr